

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 49 (1991)

Heft: 2

Artikel: Les possibilités et les incertitudes de l'ouverture à l'est : de l'euphorie au réalisme

Autor: Skorov, Georges

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-140051>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES POSSIBILITES ET LES INCERTITUDES DE L'OUVERTURE A L'EST : DE L'EUPHORIE AU REALISME

Georges SKOROV
*Directeur de recherches,
Académie des sciences de l' URSS, Moscou
Professeur associé,
Université Paris 7*

I. CONTENU DES MUTATIONS

Plus les événements de la fin des années 80 s'éloignent, plus il est clair que ces bouleversements sont en train de changer l'avenir du monde. Dans un sens général, c'est la fin du "socialisme réellement existant", de ses prétentions à l'hégémonie mondiale et à la réalisation des aspirations humaines. Dans le domaine politique il s'agit de l'abandon du totalitarisme, dans le domaine économique du passage à l'économie du marché, dans celui de la défense de la renonciation à la confrontation nucléaire et de l'amorce du désarmement contrôlé. Le travail est loin d'être achevé dans tous ces domaines, mais le progrès réalisé jusqu'à maintenant est quand même suffisant pour justifier le terme de "mutation" - une mutation brusque et irrévocable qui est à l'origine d'une nouvelle espèce. Quoi qu'il arrive, le monde ne sera plus le même.

Ceci dit, la situation en Europe de l'Est varie beaucoup d'un pays à l'autre, et cette diversité constitue peut-être un des traits les plus caractéristiques de la région.

L'ex-RDA, unifiée avec le reste de l'Allemagne, offre un exemple du retour douloureux au capitalisme malgré la présence d'une grande soeur fédérale, la plus forte et la plus prospère économie d'Europe. Cela prouve que le passage d'un système à l'autre ne puisse jamais s'effectuer sans heurts car chaque système constitue un tout intégral et s'excluant mutuellement.

La Pologne a déclaré ouvertement, après une décennie désastreuse de gouvernement militaire, son désir de passer du "socialisme au capitalisme" (Lech Valesa) et depuis 1990 elle a déjà parcouru un bon bout de ce chemin neuf et plein de dangers.

La Hongrie essaye de faire la même chose sans tambour ni trompette, après plus de vingt ans d'efforts visant à introduire un mécanisme de marché - efforts qui étaient voués à l'échec, malgré une libéralisation en douceur, tant qu'il y avait l'opposition de l'Union Soviétique.

La Tchécoslovaquie, autrefois l'un des pays industriels les plus avancés d'Europe, devenu un musée de techniques anciennes à la suite de quatre décennies de planification socialiste centrale, a réussi presque sans difficultés une "révolution de velours" en politique, mais l'indécision règne toujours dans le domaine économique, probablement à cause d'une certaine aisance matérielle.

La Bulgarie, toujours en proie à une lutte politique acharnée, n'a pas encore fait de pas décisifs dans le changement de ses structures économiques, encore que la résolution de se tourner vers l'économie de marché semble avoir été adoptée par la majorité de son opinion publique.

La Roumanie, après le renversement sanglant d'un régime totalitaire le plus féroce d'Europe orientale, cherche sa voie vers une économie de marché sous une direction "néo-socialiste" à vocation libérale.

L'Albanie a choisi la dernière le chemin du changement qui, pour l'instant du moins, semble être aussi celui des déchirements tragiques.

La Yougoslavie, qui fut la première à rejeter en 1948 la tutelle stalinienne, erre toujours dans les ténèbres du "socialisme de marché", les luttes inter-ethniques se superposant et se mêlant aux déboires économiques.

Reste encore un pays qui est, pour ainsi dire, l'épicentre des bouleversements menant à un nouvel ordre international, de même que ce pays en 1917 avait ébranlé l'ancien monde, l'**URSS**.

La "révolution d'en haut", commencée en 1985, ne devait jamais, dans l'esprit de ses initiateurs, sortir du cadre du socialisme, car son but n'était autre que celui de dégager le potentiel socialiste de toutes les déformations et distorsions du stalinisme, de rendre au socialisme un "visage humain" et de réduire ainsi le décalage existant entre l'idéal socialiste et la réalité soviétique. Mais les événements ont échappé au contrôle des gouvernements et, sous l'influence de la transparence, de la démocratisation et de la nouvelle pensée politique, le mouvement réformiste a pris une telle ampleur que l'existence même du socialisme dans le premier état ouvrier et paysan semble remise en question, sans parler d'autres membres de la famille socialiste d'Europe où la question du communisme appartient désormais à l'histoire.

En 1990, lorsqu'il s'est avéré indispensable de mettre fin à l'ambiguïté des réformes en cours en Union Soviétique, à l'incohérence de la politique économique et à la détérioration catastrophique du niveau de vie de la population, l'initiateur de la perestroïka a donné un coup d'arrêt aux espoirs de changements ultérieurs et a démontré à tous, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qu'il entendait changer le système et non pas changer de système.

S'il avait annoncé son intention avant, l'Union Soviétique aurait probablement pu éviter une crise économique et politique très grave, la dislocation des liens régionaux et un véritable écroulement de son économie. Mais on ne peut revenir en arrière et l'URSS d'aujourd'hui, pour reprendre la métaphore d'un politologue américain, semble bien être une "superpuissance à la main tendue".

C'est une situation lourde de conséquences qui peut provoquer une explosion sociale de grande envergure.

Par ailleurs, on peut dire que les changements qui ont transformé du tout au tout l'Europe de l'Est n'ont pratiquement pas fait de victimes, malgré le fait qu'il s'agit d'une

mutation aussi capitale que la redistribution du pouvoir pour une meilleure distribution des ressources.

Du point de vue **politique** les pays en question se trouvent actuellement à des stades différents entre le totalitarisme et la démocratie en passant par l'autoritarisme. Les révolutions de 1989 en ont presque partout fini avec l'emprise des partis communistes et ont amené au gouvernement les forces d'opposition, sauf en URSS, où malgré l'émergence du pluralisme politique, le parti communiste reste fermement au pouvoir, à l'exception des pays Baltes et de la Géorgie.

La situation **économique** s'est partout sensiblement dégradée, quelque soit la stratégie de changement et la politique suivie, et ceci en raison du profond bouleversement que constitue un changement du mécanisme économique. La chute de la production industrielle et parfois agricole est générale à une exception près - le secteur privé dont le chiffre d'affaires n'a cessé d'augmenter. La baisse des revenus et de la consommation a été enregistrée presque partout. En URSS, notamment, près de la moitié de la population (140 millions) s'est trouvée, après la montée spectaculaire des prix au printemps de 1991, au niveau au dessous du seuil de pauvreté. Le marché potentiel de plus de 400 millions d'habitants, que représente l'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale, s'en trouve sensiblement réduit.

Partout on constate l'aggravation du problème de l'emploi et une tension accrue sur le marché du travail. Il est estimé qu'en URSS le chômage pourrait augmenter de 1,5% de la population active en 1990 à 8% à la fin de 1991. La perte de production est due aussi aux arrêts de travail (50 millions de journées-homme suite à l'absence chaque jour de 200.000 travailleurs de leur lieu d'emploi) et à l'absentéisme qui s'est accrue de 31% la même année.

La contraction du commerce extérieur est également frappante, sauf pour la Pologne qui a réussi, grâce à la convertibilité de sa monnaie à un taux de change réaliste, à augmenter ses exportations vers l'Europe occidentale. D'une manière générale, la réorientation des échanges économiques vers l'Ouest n'a pas pu compenser la diminution du commerce entre les pays de l'ancienne Communauté socialiste, diminution due à la dissolution du COMECON et à l'obligation d'effectuer les règlements en devises fortes. Le désir généralisé de tous les pays de l'Est d'accéder éventuellement à la CE offre de nouvelles perspectives à l'intégration pan-européenne et au renforcement à long terme des positions de la CE dans l'économie globale, mais n'apporte pas de soulagement à leur sort commun à court terme.

Un des bouleversements à caractère nettement négatif qui concerne l'URSS est la rupture des liens économiques traditionnels entre les républiques. Les tendances à une autosuffisance régionale et à l'apparition du troc met en question l'espace économique soviétique et va à l'encontre du processus universel d'intégration économique.

A côté de ces développements négatifs on constate l'apparition de phénomènes nouveaux - la multiplication de petites et moyennes entreprises, l'augmentation du nombre de sociétés avec la participation de capitaux privés étrangers, l'introduction de

nouvelles formes de coopération avec l'Occident, ainsi que l'amorce d'une stabilisation financière et fiscale (la Pologne).

L'un des problèmes qui s'est avéré le plus compliqué à la fois sur le plan conceptuel et sur le plan pratique est celui de la privatisation des moyens de production à la suite de la dé-étatisation ou dénationalisation.

Deux autres problèmes, également difficiles à résoudre, sont ceux de la démonopolisation des structures économiques et de la décentralisation de la gestion. Ces mesures visant au changement radical du mécanisme économique se heurtent à une résistance des forces conservatrices qui sont particulièrement puissantes en Union-Soviétique, pays où le système de commandement s'est implanté depuis les années 30.

Les conseils d'experts occidentaux sur les changements à introduire en vue de passer à l'économie de marché sont d'une valeur considérable. Leur réalisation pourtant aboutit parfois à des résultats décevants. La raison de ce décalage est due à la différence fondamentale qui existe entre l'économie de marché et l'économie de commande. La première est fondée sur une motivation économique naturelle, que sont le profit, l'intérêt personnel, le sens commun, alors que la seconde est fondée sur une vision subjective des décisions administratives et arbitraires. Le comportement des agents économiques y est souvent perverti et illogique. Pour que de bons conseils venant de l'Occident aboutissent à de bons résultats il faudrait d'abord réaliser des changements profonds de l'environnement économique. Cela prendra du temps. Malgré l'ampleur des mutations déjà intervenues l'horizon temporel de la période de transition doit être donc porté de plusieurs années à plusieurs décennies.

II. IMPACT SUR L'EUROPE OCCIDENTALE

L'influence directe ou indirecte des mutations à l'Est sur l'économie des pays d'Europe occidentale peut se résumer comme suit :

a) **La disparition ou, au moins, une diminution considérable de la "menace soviétique".**

En effet, quels que soient les réticences et les regrets exprimés par les "colonels noirs" de l'armée soviétique et les durs de la nomenclature, la dissolution de l'organisation militaire du Pacte de Varsovie, la réunification de l'Allemagne et son entrée à l'OTAN, le retrait des troupes soviétiques du Centre et de l'Est de l'Europe sont des facteurs capitaux dans la situation géopolitique nouvelle, sur lesquels on ne peut plus revenir et qu'il est impossible d'ignorer. Malgré un certain ralentissement du processus de rapprochement Est-Ouest, la réduction du nombre des troupes, des budgets de défense, de la production militaire paraît avoir atteint, grâce aux changements psychologiques, un point de non retour. L'amorce de la conversion du secteur de l'économie de guerre en économie civile ouvre des possibilités intéressantes tant sur le plan des échanges Est-Ouest (la vente récente par les soviétiques de l'engin de propulsion atomique spatial

montre à quel point la situation est changée), que sur le plan des investissements privés étrangers, notamment pour exploiter en commun les fonds des innovations technologiques, autrefois soigneusement gardées par le complexe "militaro-industriel".

D'autre part, la possibilité de réduire le taux de croissance des budgets de défense ainsi que des effectifs de l'armée dans les pays occidentaux a déjà fait parler des "dividendes de la paix". Eclipsées par la crise du Golfe et le coût des opérations militaires des coalisés elles font leur réapparition dans l'après-guerre du Golfe.

b) Le passage à l'économie de marché

C'est là une mutation qui pourrait avoir à long terme un effet primordial sur le développement économique de l'Europe de l'Ouest. C'est aussi le domaine où les incertitudes et les déceptions ont été les plus grandes.

Le passage à l'économie de marché constitue l'essence de l'ouverture à l'Est sur le plan économique. Car l'obstacle majeur au libre échange entre l'Est et l'Ouest de l'Europe a été l'économie planifiée elle-même, la rigidité de ses structures, l'arbitraire des décisions centralisées, les prix artificiellement fixés et tout le corollaire du contrôle excessif de l'Etat sur l'économie. L'élimination de cet obstacle devrait, en principe, ouvrir la voie à une interaction et une coopération toujours croissantes entre les deux parties de l'Europe.

L'interaction pourrait revêtir des formes multiples :

- **augmentation du volume des échanges commerciaux** et le changement de leur structure;
- **nouvelles possibilités d'investissements privés** dans l'économie et l'infrastructure, notamment dans le secteur des services et dans le réseau de distribution. Des sociétés-mixtes l'accent pourrait se déplacer de plus en plus vers des investissements directs sous contrôle exclusivement étranger, en passant par les concessions et d'autres formes connues.¹
- **assistance technique** de type traditionnel, ainsi que celle qui répond directement aux besoins de la mise en oeuvre du nouveau mécanisme économique : création de l'infrastructure du marché moderne, conseils sur l'assainissement financier et la convertibilité de la monnaie, formation et recyclage des cadres de gestion, etc..
- **"transfert de la technologie à l'envers"** - l'utilisation d'innovations technologiques mises au point en URSS et en Europe de l'Est et surtout de savants et d'ingénieurs dont la pénurie a toujours eu une influence adverse sur le développement des économies occidentales. L'effet bénéfique de ce facteur ne peut être appréciée dans toute son ampleur qu'à la lumière de l'apport des ressortissants d'Europe centrale et orientale à la croissance des Etats-Unis à la

¹ Selon Jacques ATTALI, Président de la BERD, les besoins à long terme de l'Europe centrale et de l'Est représenteraient 2'000 milliards de dollars

fin du XIXe siècle, sans parler des multiples cas plus récents. Sikorsky (aéronautique) et Zvorykine (télévision), tous deux des ingénieurs russes émigrés aux Etats-Unis, restent les exemples les plus spectaculaires du "transfert de la technologie à l'envers".

- **la migration d'une main d'oeuvre qualifiée** de l'Est à l'Ouest qui effraye tant les autorités de la CE et d'autres pays d'Europe occidentale parce qu'on avance sans aucun fondements des chiffres absolument fantaisistes (de 5 à 15 millions d'émigrés) répond en fait à des besoins de l'économie occidentale vu la pénurie de cette catégorie d'ouvriers sur le marché du travail, surtout dans la phase ascendante du cycle économique.

Toutes ces possibilités sont potentiellement toujours valables. Cependant des incertitudes apparaissent dès que l'on considère l'état de l'économie dans les pays de l'Est et les progrès accomplis jusqu'à maintenant sur la voie menant à l'économie de marché.

Ce sont sans doute les résultats de la réforme économique en URSS qui sont les plus décevants. D'abord parce que c'est le pays le plus grand et le plus riche de l'ex-communauté socialiste d'Europe, avec un marché potentiel de 300 millions d'hommes, il est clair que tous les retards ou reculs dans l'évolution de cette économie dominante réduisent proportionnellement les avantages immédiats de l'ouverture à l'Ouest.

D'autre part, la crise économique de l'URSS ne peut pas ne pas influencer celui des autres pays de l'Est, quelque soit leur indépendance par rapport au pôle soviétique, et ceci, à son tour, se répercute sur l'URSS.

Enfin, le double échec de la réforme économique - en 1987 et, surtout, en 1990 - et la détérioration marquée de la situation économique qui en résulte, ne sont guère faits pour inspirer confiance dans la politique gouvernementale aux pays exportateurs du capital.

En effet, après un débat public d'un an et demi environ, au bout duquel on semblait arriver à la conclusion qu'il n'y avait pas d'alternative viable à l'économie de marché, l'URSS, en automne 1990, a manqué un virage. Il ne faut pas se leurrer : en novembre 1990 ce n'est pas seulement le programme des "500 jours" qui a été rejeté, mais également une certaine vision de l'avenir, une certaine idée du but à atteindre.

Malgré les apparences, la hausse actuelle des prix est le résultat d'une décision administrative et non de leur libéralisation; la régulation centrale des flux ne ressemble guère au jeu de l'offre et la demande et la réforme monétaire confiscatoire de janvier 1991 peut à peine être considérée comme une mesure de stabilisation financière. On ne voit rien qui ressemblerait à la privatisation, à la démonopolisation et à la décentralisation - trois éléments indispensables de la politique du passage au marché, sans compter celui de la libération des prix.²

² Le Chancelier Ehrhardt, l'un des artisans du "miracle allemand" a dit un jour : "Une économie libérale est comme une femme enceinte: elle l'est ou ne l'est pas".

La politique du gouvernement Pavlov semble viser à la restauration, du moins partielle, de l'ancien système de commande si cher au "complexe militaro-industriel", plutôt qu'au passage à l'économie de marché, même graduel. C'est une option erronée. Elle mène droit à la catastrophe. Car aucune économie, même aussi large et aussi riche que celle de l'Union Soviétique, ne peut supporter longtemps une baisse de production industrielle de quelques 15 à 20%, un déficit budgétaire, allant jusqu'à 20 sinon 25% du PNB, une hyperinflation et un chômage massif, sans éviter des soubresauts sociaux graves et la violence qui les accompagne. Ce ne serait pas la fin des changements, car il n'y a pas de retour au passé. Mais cela pourrait être un recul dramatique de l'histoire, une pause plus ou moins prolongée dans un mouvement de réformes en cours, dont le prix social serait très élevé non seulement pour l'Union Soviétique, mais aussi pour le reste du monde.

Car cela voudrait dire que la cassure de l'Europe, qui semblait être en cours de disparition, serait maintenue, que l'ouverture céderait place à la fermeture et tous les espoirs d'amélioration de la situation économique que l'on avait il y a encore peu de temps, seraient balayés.

Cela laisserait, certes, quelques possibilités de coopération Est-Ouest, mais elles seraient limitées principalement aux pays de l'Europe centrale et orientale, et très réduites en ce qui concerne l'Union Soviétique.

III. LES INTERETS DE L'OCCIDENT

Pendant assez longtemps les responsables du monde occidental n'appréciaient pas ou semblaient ne pas apprécier le virement à droite intervenu en Union Soviétique au cours de 1990. Il est vrai que cela n'était pas facile. Pendant des mois on s'est demandé si les rumeurs sur un coup d'état éventuel étaient fondées ou non, on s'attendait à un changement brusque et brutal et l'on ne s'est pas rendu compte que la nature du pouvoir changeait imperceptiblement, ainsi que les priorités politiques et économiques et même l'argumentation idéologique.

Il était difficile de percevoir un nouveau paradigme de développement dans ce qui semblait n'être qu'un simple changement de gouvernement. Le charisme du capitaine qui a mené son bateau pendant presque six ans contre vents et marées était si grand qu'on ne pouvait pas le soupçonner d'avoir des intentions cachées, encore moins des ambitions dictatoriales. En effet, se disait-on, s'il en avait vraiment, il aurait eu plus d'une fois l'occasion pour réaliser son plan. Il ne l'a pas fait. Donc, il n'y a rien à craindre. Il poursuit son chemin, en se battant contre les extrémistes de droite et de gauche, il faut l'aider. Il est vrai que sa politique n'est pas toujours cohérente ; qu'il abuse un peu de son don pour trouver des compromis lorsque les possibilités de consensus semblent inexistantes en l'appliquant à des questions de principe; qu'il n'arrive pas toujours à trancher les problèmes et qu'il s'enlise un peu dans l'attentisme. Mais il a déjà tant fait sur le plan international qu'il mérite bien un prix Nobel de la paix et il faut l'aider pour qu'il puisse aboutir sur le plan intérieur.

Aider l'U.R.S.S. est devenu un leitmotiv, un axiome de la politique occidentale en 1990, surtout après la prise de position des soviétiques dans la crise du Golfe en faveur des Etats-Unis et d'autres puissances occidentales. Leurs dirigeants semblaient vouloir éviter de se poser la question de savoir où l'initiateur de la perestroïka voulait en venir en essayant de concilier des éléments inconciliables :

- volonté de démocratisation apparemment illimitée, d'une part, et l'acceptation du renouveau uniquement dans le cadre d'un choix socialiste, de l'autre;
- un penchant apparent pour l'économie de marché et le refus catégorique de la propriété foncière privée, ainsi qu'une attitude plus que prudente envers la propriété privée tout court;
- l'intention avouée de transformer l'Union Soviétique, d'Etat unitaire en Etat fédéral, et en même temps un rejet de l'idée de la souveraineté véritable des républiques, notamment de leur droit d'entrer et de sortir librement de l'Union;
- la poursuite de la nouvelle pensée politique dans les affaires extérieures, et l'augmentation inattendue des dépenses de défense de 71 milliards de roubles en 1990 à 98 milliards en 1991.

Quoiqu'il en soit, à la fin de 1990 l'Union Soviétique avait reçu des crédits nouveaux d'une valeur totale dépassant (en termes nominaux) le montant de l'aide américaine dans le cadre du "plan Marshall" destiné en son temps à l'Europe occidentale toute entière. Des engagements financiers ont été assumés par les Etats-Unis, la R.F.A., la France, l'Italie, l'Espagne, la Communauté européenne, le Canada, l'Arabie Saoudite et d'autres pays. Et cela sans aucune condition politique. Qui plus est, la République Fédérale d'Allemagne et quelques autres pays européens ont décidé de fournir à l'U.R.S.S. une aide alimentaire sans précédent malgré sa récolte de blé record, pour améliorer l'approvisionnement alimentaire de Moscou, Léninegrad, Sverdlovsk et d'autres grandes villes soviétiques. Seul l'avenir dira si c'était une bonne politique à long terme.

Sans remettre en question la sagesse de ces décisions pour ce qui est du passé, il semble opportun de se demander, s'il n'est pas sage à l'avenir de tenir compte davantage des intérêts mutuels des deux parties en question et d'assurer une meilleure utilisation de l'aide et des crédits occidentaux en encourageant l'Union Soviétique à aller de l'avant dans la direction définie avec plus de cohérence que par le passé :

- dans le domaine de la politique intérieure ne pas trop s'écarter de la trajectoire qui mène à l'économie de marché pour éviter que les capitaux occidentaux, même s'ils sont destinés à financer les retards de paiements dus aux compagnies occidentales, servent à maintenir les structures anciennes et les forces qui se sont opposées dès le début aux réformes radicales de l'économie;
- dans les affaires extérieures poursuivre une politique visant à l'établissement d'un nouvel ordre international et à la réduction ultérieure des dépenses militaires des deux côtés, sans quoi la crise économique actuelle en URSS risque de s'aggraver davantage;

- dans le domaine d'échange économique éliminer des obstacles qui entravent l'interaction efficace des deux parties de l'Europe et freinent, notamment, les flux de marchandises, de capitaux et d'hommes dans les deux sens.

Il s'agit dans un premier temps d'élaborer une législation qui protégerait les intérêts des entreprises privées occidentales en Europe de l'Est et vice versa, d'assister à la création d'une infrastructure nécessaire au bon fonctionnement du marché des capitaux, du marché du travail et celui des services et d'aider les pays de l'Est à introduire la convertibilité de leur monnaie au fur et à mesure que les pénuries de produits de consommation courante diminueraient.

Ensuite on pourrait envisager une série de mesures qui permettraient aux pays de l'Est, y compris l'U.R.S.S., de concerter leur politique économique avec celle de la C.E., afin de pouvoir établir plus tard diverses formes d'association économique avec la Communauté, sans pour autant bousculer le nouvel équilibre et le niveau d'intégration atteints par cette institution à partir de 1992.

IV. PERSPECTIVES

Les mutations à l'Est sont de nature systémique. Elles annoncent la fin imminente de la scission du monde en deux systèmes sociaux opposés et le retour à un système unique. Il serait vain d'essayer de la qualifier en termes de "capitalisme" ou de "socialisme" même rénové, car si l'analyse de Marx était correcte (et il n'y a pas de raison d'en douter), le système qu'il a critiqué si habilement, n'existe plus, pas plus que le système dont il rêvait ardemment, lui et beaucoup d'autres.

Ce qu'on voit aujourd'hui un peu partout dans le monde développé ce n'est plus du tout le capitalisme de la libre concurrence, décrit par Marx, ni le capitalisme monopolistique d'Etat, découvert par Lénine. Ce sont des diverses variétés d'une économie mixte, fondée sur la propriété privée et la propriété d'Etat, l'entreprise individuelle, coopérative et publique, auxquelles correspondent dans le domaine politique diverses formes de démocratie. L'un des traits caractéristiques d'un tel système sur le plan social est la redistribution du revenu national en faveur des démunis. Mais les modalités de cette redistribution - consensus national - ainsi que son fondement économique - la propriété privée et publique - ne permettent pas de qualifier ce système de socialisme, encore que beaucoup de pays évolués du monde occidental soient plus près de l'idéal socialiste que ceux du "socialisme réellement existant".

L'impact des mutations à l'Est sur l'économie des pays d'Europe occidentale est à court terme limité. Il ne peut revêtir dans l'immédiat qu'une forme de flux à sens unique de biens, de services et de capitaux destinés à atténuer le déséquilibre économique dans les anciens pays du Comecon. Mais à long terme ces mutations auront certainement un impact bien plus grand, à condition qu'on ouvre la porte à leurs exportations envers les pays de la CE.

Cet impact serait l'inverse de celui qu'a exercé sur l'économie internationale le détachement de l'ancien Empire Russe et son isolement du reste du monde à la suite de la révolution d'Octobre 1917. Cette cassure du monde et la réduction de l'espace économique mondial de marché ont contribué à l'aggravation des crises économiques de surproduction des années 30, à commencer par la Grande dépression de 1929-1933 aux Etats-Unis et en Europe, jusqu'aux récessions de 1937-1938 qui n'ont pas pu être surmontées que grâce au réarmement massif généralisé, qui précéda l'entrée en guerre des grandes puissances industrielles en 1939.

Les bouleversements en Russie après la première guerre mondiale et les soulèvements révolutionnaires dans d'autres pays d'Europe de l'Est, écrasés, d'ailleurs, par les partisans de l'ordre ancien, ont joué, néanmoins, un rôle positif dans l'évolution du capitalisme au XXe siècle. Ils ont incité de grands hommes d'Etat du monde occidental, comme par exemple Franklin D. Roosevelt, à penser que la meilleure façon d'éviter une révolution socialiste sanglante et les convulsions sociales violentes du début des années 20, était d'atténuer les injustices sociales de la société capitaliste. L'idée de l'intervention du gouvernement dans l'économie et la vie en société, d'une régulation du jeu des forces spontanées de marché, qui était lancée à peu près en même temps de l'autre côté de l'Atlantique par John Maynard Keynes, fut à l'origine de New Deal et d'autres concepts d'interventions étatiques de l'époque. Cette révolution dans la pensée économique a abouti après la fin de la deuxième guerre mondiale à un concept d'économie mixte, aujourd'hui universellement accepté.

L'impact des mutations actuelles à l'Est devrait incontestablement avoir un effet opposé à celui des années 30. Car il s'agissait alors d'éviter ou de réduire l'indésirable, tandis qu'aujourd'hui il est question d'élargir sensiblement le champ d'activité économique internationale. L'enjeu que représente la mise en valeur d'un espace économique aussi vaste est très grand. On ne saurait aller jusqu'à dire que l'Est pourrait jouer le rôle d'une locomotive mais sa modernisation pourrait servir d'une source supplémentaire de croissance à moyen et à long terme.

Il n'est pas possible de prévoir toutes les conséquences bénéfiques de l'affranchissement des millions d'hommes instruits et pleins de talents qui ne pouvaient se réaliser librement dans le domaine choisi et qui commencent à en avoir la possibilité. On peut croire, sans courir trop de risques, qu'elles ne seraient, pourtant, pas négligeables. Si l'on ajoute ces conséquences à la mise en valeur commune des centaines d'innovations technologiques à caractère *break-through*, existant notamment en Union Soviétique, on ne serait pas du tout étonné que le transfert de la technologie qui a été pendant longtemps une voie à sens unique, se transforme en une avenue à deux sens, dont l'Ouest pourrait bénéficier autant que l'Est.

Une observation finale est de rigueur. L'effet positif des mutations à l'Est ne peut pas se réaliser d'un seul coup. Il faudra pour cela des années et, peut-être, même des décennies. Les accidents de parcours sont possibles. Mais les tendances qui sont apparues à la veille du troisième millénaire sont irréversibles. Et c'est cela qui en fin de compte nous inspire l'optimisme.